

que des entreprises ferment leurs portes, et que des employés, sans que ce soit de leur faute, constatent que le genre de travail qu'ils connaissent bien et qu'ils ont fait toute leur vie ne leur sert plus à rien. Ils deviennent un encombrement sur le marché du travail.

Qui est responsable de cela, monsieur le président? Je relève dans le recueil intitulé *Blasted Pine* un poème qui, à mon avis, s'applique tout à fait à la situation. Il s'agit de l'emploi, et c'est extrait d'un hymne à la gloire de la libre entreprise. Voici:

At periods when free enterprise may not provide employment

We dread the thought of hungry men—it lessons our enjoyment;

The government must then step in, with this consideration;

That any public works proposed do not increase taxation.

Depressions, after all, my friends, much as we may deplore them

Are acts of God: who ever heard of blaming business for them?

Voici le refrain:

Then hail we now free enterprise,

Extol and give it praise!

Of course, when profits shrink in size,

To lay men off is only wise;

We dearly love free enterprise—

But only when it pays.

Il est certain que l'entreprise privée ne reconnaît aucune responsabilité, et dans le passé les gouvernements en ont fait autant. Au Canada autant l'entreprise privée que le gouvernement ont toujours estimé que chacun doit se débrouiller. Or si les hommes d'affaires, avec les richesses dont ils disposent, et si le gouvernement, avec toutes les ressources qu'il a, ne peuvent faire face à la situation, comment diable peuvent-ils s'attendre que chacun, chargé de la responsabilité d'une famille, puisse à son tour faire face lui-même à la situation?

Nous avons vu trop d'exemples dans le passé, et même aujourd'hui, de libéraux blâmant les tories pour la situation, et les tories blâmant les libéraux en retour. Chaque parti semble estimer que sa seule responsabilité consiste à blâmer l'autre. Je ne vois guère comment cela puisse aider qui que ce soit. A mon sens, peu importe qui est à blâmer. En ce qui me concerne, les deux partis sont à blâmer. On ne saurait blâmer l'un sans blâmer l'autre. La situation actuelle n'est qu'une répétition de celle qui existait lorsque les libéraux étaient au pouvoir; et si les libéraux étaient au pouvoir aujourd'hui, ils se trouveraient exactement dans la même situation; il n'y aurait pas un brin de différence.

Je me souviens de ce jour où l'ancien député de Nanaïmo (M. Colin Cameron) parlait ici même d'une situation semblable à celle-ci. Il disait alors que cela lui rappelait deux petits espions en face d'un carreau

cassé; chacun blâmant l'autre d'avoir cassé le carreau, sachant tout le temps qu'ils étaient tous deux à blâmer.

Je ne prétends pas qu'il ait le monopole des bonnes idées ni qu'il soit le seul à se préoccuper du chômage. Il y a des honorables députés des deux camps qui s'inquiètent autant que moi de la situation. Je crois que le ministre du Travail est l'un de ceux-là; je crois qu'il est disposé à faire tout ce qui est possible, dans le cadre de notre société actuelle, pour améliorer la situation. Sans pouvoir citer exactement ses paroles, je crois l'aurait entendu dire à la Chambre qu'il ne saurait faire plus qu'il n'a fait déjà.

Toutefois, le débat a révélé une chose, je crois, et c'est que ni les conservateurs d'aujourd'hui ni les libéraux d'hier n'ont la clef du problème. Et pourquoi? Uniquement à cause du régime social auquel ils adhèrent si servilement. Mettons le blâme là où il doit être, non pas sur le ministre actuel et son gouvernement, non pas sur l'ancien ministre et son gouvernement, mais sur le régime social auquel les deux partis adhèrent et qui les tient enchaînés.

C'est bien beau, monsieur le président, de signaler les fautes, mais que pouvons-nous faire pour remédier au mal? J'estime que la première chose qui s'impose, c'est que le gouvernement admette bien franchement qu'il ne s'agit pas de chômage saisonnier ni d'une crise provisoire, mais d'un état de choses qui dure depuis longtemps et qui durera longtemps encore si l'on ne tente pas quelque chose de nouveau pour y porter remède. Le gouvernement devrait admettre, je pense, qu'il ne sait pas plus résoudre le problème que les libéraux ne le savaient lorsqu'ils étaient au pouvoir et que les conservateurs, siégeant de ce côté-ci de la Chambre, les critiquaient avec tant de raison.

Il devrait admettre bien franchement que le programme des travaux d'hiver ne règle pas le problème. Il doit se rendre à l'évidence et prendre ses responsabilités au sujet de ce problème. Il est temps que le gouvernement et le Parlement s'attachent à vaincre le chômage qui sévit au Canada. Si une armée ennemie de 800,000 hommes frappait à nos portes, il ne nous faudrait pas longtemps pour déclarer la mobilisation générale. Or, j'estime qu'un chômage qui met en cause 800,000 travailleurs, comme c'est le cas aujourd'hui au Canada, représente un ennemi intérieur. Ce n'est pas en nous rejetant le blâme que nous allons remédier à la situation. Le passé a prouvé que, lorsque le gouvernement et les Canadiens se rendent compte de la gravité d'une situation, ils savent y parer. Envisageons le problème et